



Le Héraut

Le journal du Parti Socialiste d'Onex

À vos agendas !

Dimanche 7 mars 2021

Votations fédérales et cantonales

Élection complémentaire au Conseil d'Etat

Samedi 20 février 2021

Stand devant COOP dès 9h

Voilà déjà 6 mois que le nouveau Conseil municipal est au travail dans l'intérêt général de la population onésienne. Le groupe socialiste a déposé des initiatives et s'est engagé pour la population dans divers secteurs ;

Budget 2021 de gauche, soutien au budget 2021 qui ne prône pas l'austérité et qui maintient les prestations à la population, ainsi que les mécanismes salariaux du personnel communal.

Consolidation du réseau de pistes cyclables à Onex, pour une extension du réseau et une sécurisation des pistes cyclables, afin d'encourager les déplacements à vélo.

Rues et zones piétonnes, pour que les Onésiens.nes puissent se réapproprier les espaces publics et pour diminuer les nuisances de la circulation routière.

Aménagements du bord du Rhône, en prévision de l'installation de la passerelle entre Vernier et Onex, création d'une plateforme au bord du et sur le Rhône pour permettre à la population de profiter d'espace de détente.

Charte des sorties du Conseil municipal, pour que les sorties des élus.es soient empreintes d'exemplarité et de responsabilité lorsque l'argent public est utilisé : la sortie doit répondre au principe de l'éco-mobilité et inspirer les élus.es de sorte à ce qu'ils.elles explorent et/ou élaborent des pistes d'action en faveur de notre ville. .

À l'écoute des PME onésiennes, afin de renforcer le soutien aux PME locales qui souffrent des suites de la pandémie de la COVID-19.

Renoncement à l'utilisation des souffleuses à feuilles, en forêt et sur les espaces verts. Afin de diminuer le bruit urbain et les poussières induites. Les souffleuses sont aussi néfastes pour l'écosystème présent.

Création de places d'apprentissage à Onex, afin d'encourager la commune à investir les moyens nécessaires pour augmenter le nombre de places.

Garantir une quantité d'eau et une qualité d'eau suffisante à l'Aire, afin de protéger durablement l'Aire des atteintes de la pollution.

Fracture numérique, pour atténuer les disparités à l'accès aux technologies informatiques dont les besoins ont explosé avec la pandémie de la COVID-19.

Concours communal du développement durable «Onex A-venir», afin de stimuler les initiatives des Onésien.ne.s en lien avec les objectifs de développement durable.

Nous sommes à votre disposition pour vous écouter et faire des propositions au sein du Conseil municipal



Sara Ruiz



Guillaume Revillod



Lodovic Boyer



Nathalie Braunschweiger



Patrick Sturchio



Carole-Anne Kast
Conseillère administrative



Patrick Lapalud



Matthieu Ischer



Binta Diop



Philippine Messina-Schmidt



Sergio Prat

Votations fédérales du 7 mars 2021

Votation fédérale n°1 : Initiative « Anti- burqa »

NON À UNE INITIATIVE DISCRIMINANTE ET INUTILE !

En plus de participer à la stigmatisation d'une religion, l'initiative anti-burqa sur laquelle nous sommes appelés à voter le 7 mars prochain revêt un caractère paternaliste.

Tout d'abord en prétendant se préoccuper de la potentielle contrainte pouvant être à l'origine du port de la burqa, les initiants masquent leur réelle intention, à savoir la stigmatisation d'une religion. Tout comme l'initiative anti-minarets acceptée par le peuple en 2009, le texte anti-burqa pointe du doigt un faux problème en mettant à l'agenda politique une thématique qui ne préoccupe que ses initiants. Si les minarets sont rares en Suisse, le pays en comptait quatre au moment de se poser la question de leur interdiction, croiser une femme portant la burqa l'est tout autant. Cette énième initiative ne vise en ce sens qu'à alimenter la spirale de l'islamophobie, et relève de la stratégie populiste consciente.

Autre aspect problématique de l'initiative, son caractère profondément paternaliste. Une interdiction pure et simple du port de la burqa, tel que le propose le texte soumis au vote, revient à nier aux femmes musulmanes la possibilité de choisir, ou non, si elles souhaitent porter ce vêtement. Il s'agit en ce sens d'une atteinte à leurs libertés individuelles.

Pour autant que l'on considère que ce problème existe, loin d'y apporter une réponse crédible, l'initiative anti-burqa est une tentative de plus de l'UDC de jeter le discrédit sur l'islam et constitue une atteinte aux libertés des femmes musulmanes.

Romain Gauthier

« A trop vouloir me sauver, tu finis par m'oppresser ! »

Votation fédérale n°2 : Modification de la loi sur les services d'identification électronique (LSIE)

NON À LA LOI FÉDÉRALE SUR L'IDENTIFICATION ÉLECTRONIQUE

L'e-ID, mise en œuvre au travers de la loi fédérale sur l'identification électronique, se veut être une nouvelle pièce d'identité officielle numérique. Cette dernière aura pour but de prouver son identité sur internet et pourra être demandée par différents services.

La pratique visant à s'identifier par le biais d'un passeport suisse numérique sur internet semble être une pratique qui pourrait se généraliser. Dans plusieurs années, il pourrait être inévitable de passer par l'e-ID.

La Confédération a cependant choisi de délivrer cette pièce d'identité par le biais d'entreprises privées. La mise en retrait de la part de la Confédération permet de créer et de laisser tout un marché au secteur privé de l'économie alors qu'il s'agit d'un document, rappelons-le, officiel. Ce qui semblerait absurde pour les passeports et cartes d'identités ne semble pas être problématique pour l'e-ID.

Qui plus est, l'introduction des acteurs privés dans le processus d'émission de l'e-ID rendra plus difficile la surveillance de la gestion de nos données personnelles, en ce sens où les citoyens.nes n'ont pas le même droit de regard sur une institution privée que sur une institution publique.

Par ailleurs, la nécessité d'une e-ID ne va pas de soi. Elle risquerait de devenir un outil de contrôle des utilisateurs.trices plutôt qu'un outil de protection sur internet.

Afin de préserver nos données personnelles, refusons cette initiative !

Davide D'Arcangelo



Votations fédérales 3x NON

Élection complémentaire au Conseil d'État

Fabienne Fischer

Changeons de cap. Maintenant.



Votation fédérale n°3 : Accord de partenariat économique entre les États de l'AELE et de l'Indonésie

NON À UN ACCORD QUI NE GARANTIT PAS LA DURABILITE

Ce sujet de votation est des plus complexes, avec un volet sur la très controversée production de l'huile de palme. On devrait plutôt parler de surproduction, tant les atteintes à l'environnement sont dramatiques. D'immenses parties de la forêt tropicale sont irrémédiablement détruites pour faire place à cette monoculture. Cela réduit à néant la biodiversité très riche de ces zones forestières. De plus, les conditions d'exploitation des palmeraies sont exécrables, le recours au travail des enfants et au travail forcé y est fréquent. Des populations entières sont chassées de leurs terres pour faire place à cette monoculture.

Toutefois, plusieurs démarches ont permis d'apporter des améliorations. Pour la première fois, une disposition spéciale lie directement, et de manière contraignante, les importations d'huile de palme bénéficiant d'une réduction des droits de douane respectant les principes de durabilité.

Le gouvernement indonésien dit prendre au sérieux les dispositions adoptées en matière de durabilité et qu'il impliquera également la société civile dans leurs mise en œuvre. Il s'appuiera sur la version révisée du label

Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO).

En Indonésie, la RSPO représente une nette amélioration ; si et seulement si les mécanismes de contrôle et de sanctions seront efficaces.

On peut se poser des questions lorsque l'on sait que c'est au secteur privé et à l'organisme chargé de délivrer le label à qui revient le soin de vérifier le respect des critères et de sanctionner en cas de violation.

Sans mécanisme de contrôle contraignant prévu pour vérifier le respect des dispositions de durabilité, on peut craindre que l'accord de libre-échange adopté par le parlement suisse continue à faire la part belle à une exploitation désastreuse des palmeraies, conditions qu'il faut continuer à dénoncer.

Ne devrions-nous pas nous focaliser sur la production de produits locaux et durables, dans des conditions de travail dignes ? Il est temps d'agir de façon responsable !



"Afin de donner la priorité à la justice sociale, au développement durable et pour la parité au sein de notre Conseil d'Etat, j'apporte mon soutien à la candidature de Fabienne Fischer".

Sara Ruiz, Conseillère municipale socialiste



Votation cantonale n°1 : Indemnisation pour perte de revenus liée aux mesures de lutte contre le coronavirus

Fin juin 2020, après de rudes négociations, une loi novatrice et ambitieuse a été votée par le Grand conseil afin d'indemniser une partie de la perte de revenus de milliers de personnes plongées dans la précarité et l'incertitude.

Accepter la loi sur les indemnités, c'est une question de justice sociale !

La loi prévoit de verser une indemnité financière unique de CHF 4000.- maximum par mois, visant à compenser les revenus perdus en raison de la crise liée au coronavirus, lors de la première vague, soit entre le 17 mars et le 16 mai 2020 (2 mois).

L'indemnité ne peut être accordée que si le ou la bénéficiaire n'a pas reçu d'autres compensations liées à la crise sur le plan cantonal et fédéral (RHT, allocations perte de gain, chômage, aide sociale, etc.).

Elle est destinée uniquement aux personnes qui séjournaient à Genève depuis mars 2019 et étaient en emploi quand la crise s'est déclarée.

Immédiatement attaquée en referendum par le MCG et l'UDC, nous devons donc nous prononcer sur cette loi alors que celles et ceux qui ont besoins d'aide devront encore attendre avant de pouvoir être indemnisés.

Notre système a des lacunes et laisse certaines personnes sans protection. Les causes sont multiples : moins d'un an de cotisation à l'assurance-chômage, taux d'activité trop faible (moins de 20% auprès du même employeur), activités intermittentes ou encore absence de titre de séjour valable (bien que les personnes ont valablement contribué aux assurances sociales). **Ce sont pourtant des travailleurs.ses comme les autres.**

Pourtant ils et elles participent pleinement à la prospérité de notre économie mais ont perdu tout ou partie de leurs revenus du jour au lendemain et se retrouvent écartées injustement des indemnités fédérales et cantonales. Pour des conditions de vie dignes et alors que nous sommes toujours en pleine crise sociale et sanitaire il nous faut affirmer notre soutien et notre solidarité inconditionnels avec toutes les travailleuses et tous les travailleurs de notre Canton!

Accepter la loi, c'est contribuer à éviter une catastrophe sociale en soutenant celles et ceux qui en ont le plus besoin.

OUI À L'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS.EUSES PRÉCARISÉS.ES

Patrick Sturchio
Conseiller municipal



Solidarité avec les oublié.e.s de la crise !

www.ps-onex.ch

info@ps-onex.ch

Pour adhérer par internet
devenir-membre.sp-ps.ch

Soutenez la section CCP 12-14212-6

Parti socialiste d'Onex, Matthieu Ischer,
Président, Chemin des Merles -1213 Onex